**Grève nationale du second degré lundi 17 juin 2019**

**Pour une autre réforme des lycées, pour nos rémunérations, pour la démocratie sociale, pour des créations de poste à hauteur des besoins**

**Contre la réforme Blanquer des lycées et du bac, contre Parcoursup,   
contre la loi Blanquer, contre la Loi Dussopt**

Depuis février 2018 et le rapport Mathiot, on ne compte plus les appels à mobilisation, les grèves, les pétitions, les manifestations, les réunions publiques, les refus d'être professeur principal, ... et pourtant le ministre Blanquer refuse d'entendre les revendications et les alertes sur les réformes qu'il met en place dans les lycées (lycée général et technologique, lycée professionnel, baccalauréat, Parcoursup). Au contraire, il refuse de rencontrer les organisations syndicales, il refuse d'ouvrir des négociations, il affirme que 90 % des professeurs soutiennent sa politique. Pire même, il se lance dans une entreprise autoritaire visant à museler les personnels avec des intimidations administratives diverses et un article 1 de la Loi Blanquer liberticide. La Loi Dussopt vide les CAP de leurs prérogatives et donne aux équipes de direction des établissements les pleins pouvoirs sur le recrutement, l'affectation, l'avancement d'échelon et les promotions de grade, avec une double visée : laisser libre cours au management hiérarchique local, et marginaliser les élus représentant les personnels issus des organisations syndicales.

La hausse démographique n'est pas financée. Les réformes des lycées dessinent un second cycle très élitiste, les élèves les plus fragiles étant destinés à l'apprentissage précoce. La réforme du bac et Parcoursup font dépendre la valeur du diplôme des enseignements suivis et de l'image de marque de l'établissement d'origine. L'orientation et l'information scolaires sont démantelées. La précarité s'accroit, d'abord chez les personnels remplaçants, les personnels de vie scolaire et les personnels d'accompagnement. Cela préfigure le tarissement des recrutements de titulaires sous statut au profit de la généralisation de la précarité sous contrat. Quant aux salaires, ils sont toujours bloqués malgré les déclaration politiques mensongères du ministre.

Cette situation est inacceptable !

C'est la raison pour laquelle le SNES-FSU a pris la décision d'appeler l'ensemble des collègues à poursuivre l'action. C'est la raison pour laquelle le SNES-FSU a pris la décision difficile d'appeler l'ensemble des collègues à la grève le lundi 17 juin 2019, jour de l'épreuve de philosophie et de de français. Un mot d'ordre exceptionnel pour répondre à la gravité des attaques.

C'est un appel rare, historique, c'est un appel qui sort de l'ordinaire, mais toute la responsabilité en incombe au ministre qui campe dans une attitude hostile au dialogue, ce qui n'est pas durablement acceptable en démocratie. Nous voulons profiter de la visibilité médiatique de cette journée d'ouverture du baccalauréat pour faire la démonstration que les collègues refusent les réformes Blanquer, et alerter la population sur leurs conséquences.

Cet appel s'adresse à tous les professeurs, CPE, PSY EN, personnels de vie scolaire, qu'ils soient titulaires, stagiaires, contractuels, qu'ils exercent en lycée, en collège, en CIO, qu'ils soient convoqués pour les surveillances, pour le secrétariat de jury, ou pas.

Cet appel s'inscrit dans la suite logique des actions antérieures et dans la perspectives des actions qui  ne manqueront pas de marquer la rentrée sociale et scolaire 2019. Il est en effet certain que les conditions de rentrée seront déplorables dans les collèges, les lycées, les CIO, que la lutte contre les réformes, la loi Blanquer, la Loi Dussopt sur la FP, ... devra se poursuivre. La question des retraites sera à l'ordre du jour prochainement.

Nous demandons les créations de postes nécessaires en lien avec l'augmentation démographique, la hausse des rémunérations, en commençant immédiatement par le doublement de l'ISOE. Nous demandons a minima un moratoire et l'ouverture de négociations sur les lycées visant à l'abandon du contrôle continu au bac, à revoir l’organisation des classes de Première et Terminale, à la valorisation des options, à une autre rédaction des programmes scolaires. Nous demandons l'abandon de Parcoursup. Nous demandons le maintien des CAP et de leurs prérogatives, l'abrogation de la Loi Blanquer et de la Loi Dussopt.

Nous appelons les sections syndicales à réunir des HIS et des AG pour mobiliser largement pour la grève du 17 juin 2019 et envisager les suites.

****